

Si cet e-mail ne s'affiche pas correctement, veuillez cliquer sur ce [lien](#).

Bulletin d'Information WACAP #10 Mai-Août 2018



WACAP

Réseau des Autorités Centrales et Procureurs
de l'Afrique de l'Ouest contre le crime organisé

Dans ce bulletin d'information:

- Bénin : Formation des auditeurs béninois
- Franc succès dans la collaboration entre l'Espagne et le Sénégal
- Le Burkina Faso rejoindra l'accord de coopération entre le Niger, le Tchad et le Mali
- CRIMJUST et le WACAP de nouveau réunis à Lago, au Nigéria en Juillet 2018
- Révision du projet de loi du Burkina Faso et du Mali
- Formation sur la coopération internationale au Libéria
- Lutte contre les produits médicaux falsifiés
- Prochaines activités

Formation des auditeurs béninois

En juin 2018, le Bénin a organisé la formation de 78 nouveaux auditeurs de justice nationaux et de 107 congolais à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Cotonou. M. Lawani, magistrat et point de contact du WACAP, et M. Ahifon, juge, ont été recrutés pour donner la formation initiale portant notamment sur les enquêtes économique et financières dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et la coopération judiciaire internationale. En tant que formateurs formés par l'ONUUDC au travers du WACAP, ils ont pu contribuer à cette formation de deux ans qui répond aux défis actuels de la justice pénale des deux pays. Les auditeurs récemment formés seront à même de gérer les affaires d'infractions économiques et financière telles que le blanchiment, la corruption et la criminalité transfrontalière organisée.

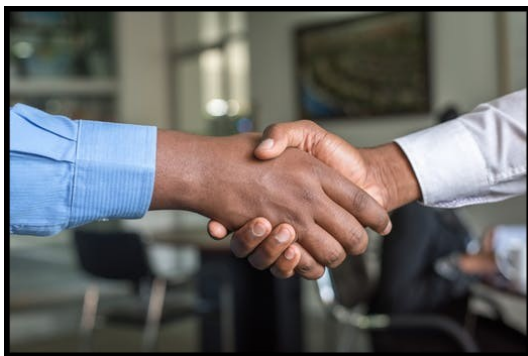


Success Story: Le Sénégal et l'Espagne coopèrent pour l'arrestation et l'extradition d'un violeur et d'un meurtrier recherché

Le 28 juillet 2018, les autorités sénégalaises ont arrêté un fugitif espagnol qui avait été condamné à plus de 26 ans de prison pour meurtre et viol en Espagne. Le prisonnier avait réussi à atteindre le Sénégal par voie terrestre en passant par la Mauritanie en utilisant de fausses pièces d'identité. Avant de pouvoir traverser la frontière en direction de la Gambie, il a été arrêté et placé en détention. Il restera détenu en attendant que les autorités judiciaires organisent son extradition vers l'Espagne.

Les points de contact WACAP et les officiers de police judiciaire du Sénégal ont été impliqués dans l'affaire et ont pu gérer avec succès la coopération avec l'Espagne, à la lumière des différentes formations ONUDC / WACAP sur la coopération internationale en matière pénale qu'ils ont reçues.

Adhésion prochaine du Burkina Faso à l'accord de coopération judiciaire entre le Niger, le Tchad et le Mali



Le Burkina Faso est sur le point d'adhérer à l'accord de coopération judiciaire signé en mai 2017 par les gouvernements du Niger, du Mali et du Tchad. Cet accord a été adopté afin de renforcer la coopération judiciaire et lutter plus efficacement contre les groupes terroristes menaçant la région,

et les trafiquants d'êtres humains, d'armes et de drogues, entre autres. Cette convention tripartite permet aux juridictions d'échanger des informations sur les suspects, de mener des enquêtes conjointes, de juger de manière impartiale un

ressortissant de l'un des trois pays signataires, etc. Ces mesures ont été prises pour aider les trois pays signataires à obtenir une réponse plus rapide, efficace et coordonnée face au terrorisme tout en restant conforme à la réalité sur le terrain ainsi qu'aux standards des Droits Humains. Le point de contact WACAP du Niger, M. Amadou Morou, avait contribué aux négociations et à la rédaction de l'accord. M. Sagnan Tondjoa, point de contact WACAP au Burkina Faso, a plaidé avec succès pour l'adoption d'un projet de loi de ratification. Ce projet de loi a été soumis à la session parlementaire de septembre. En adhérant à ce protocole, le Burkina Faso devrait pouvoir coopérer avec les pays voisins de manière plus informelle et sera en mesure d'obtenir de meilleurs résultats dans le traitement des demandes d'entraide judiciaire entrantes et sortantes.

CRIMJUST* et WACAP : Formation pratique et spécialement conçue pour les représentants des autorités judiciaires du Ghana, du Libéria et du Nigéria

CRIMJUST, en collaboration avec le WACAP et le projet ONUDC de «Réponse aux drogues et au crime organisé au Nigéria» ont organisé un atelier conjoint de trois jours à Lagos, au Nigéria, du 16 au 18 juillet 2018. L'atelier a rassemblé 30 acteurs judiciaires ghanéens, libériens et nigériens, pour discuter et partager leurs bonnes pratiques, afin d'accroître l'efficacité des enquêtes et des poursuites concernant les affaires complexes de trafic de drogue et de criminalité organisée.



Pendant l'atelier, les participants ont eu l'occasion de discuter des obstacles auxquels ils se heurtaient et des bonnes pratiques identifiées lors des enquêtes et des poursuites concernant des affaires de trafic de drogue transnational et de crime organisé, en mettant l'accent sur la coopération régionale et interrégionale. Les discussions ont notamment porté sur les mesures législatives et administratives susceptibles d'améliorer l'entraide judiciaire et d'autres formes de coopération internationale, les techniques d'enquête spéciales, la coopération interinstitutionnelle et le fonctionnement des autorités centrales. Cette formation a également permis aux participants de mieux connaître leurs systèmes judiciaires respectifs et les

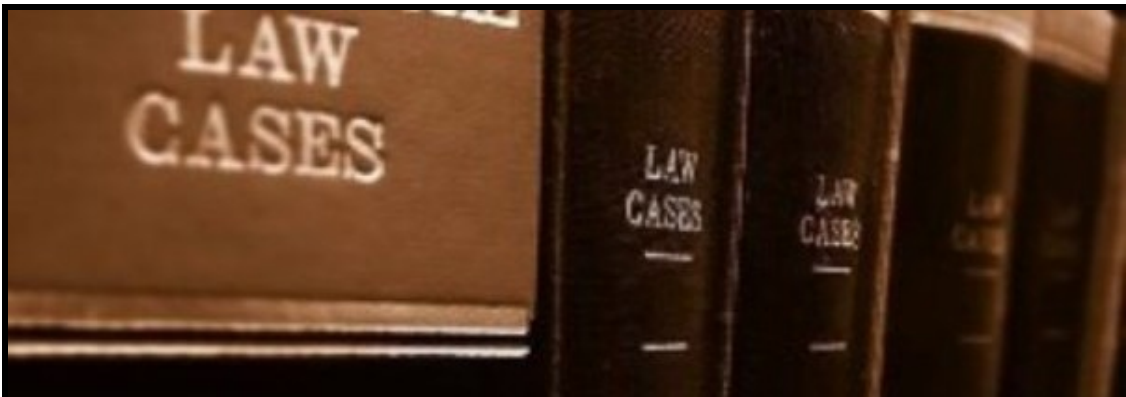
cadres législatifs internationaux et nationaux (y compris la Convention contre la criminalité organisée). Ces sujets ont été abordés au travers de présentations, de discussions en plénière, de travaux de groupe et d'études de cas.

*Renforcement des investigations pénales et de la coopération judiciaire le long de la route de la cocaïne en Amérique Latine, dans les Caraïbes et en Afrique de l'Ouest (2016-2020)

Formation CRIMJUST-WACAP au Libéria sur la coopération internationale

Du 9 au 11 août 2018, la responsable nationale du projet WACAP a dispensé une formation sur le cadre juridique de la coopération internationale en matière pénale à 27 magistrats, procureurs et officiers de police judiciaire du Libéria, dans le cadre du projet CRIMJUST.

L'agence libérienne de lutte antidrogue, la police nationale du Libéria, le service d'immigration du Libéria, le service de renseignement financier du Libéria, celui de la criminalité transnationale, le ministère des affaires étrangères, les procureurs et parlementaires étaient tous représentés durant cet atelier. Lors des exercices pratiques, ils ont pu utiliser efficacement l'outil de rédaction de demandes d'entraide judiciaire de l'ONUDC afin de rédiger une demande complète et ont pu définir les étapes d'une meilleure coopération intra et inter agences.



Révision du projet de loi sur la coopération internationale pour le Burkina Faso et le Mali

En août 2018, un expert de l'ONUDC sur la coopération judiciaire internationale a revu et commenté le projet de loi sur l'entraide judiciaire pour les pays du Burkina Faso et du Mali. Une réunion de validation sera organisée et conviera les acteurs locaux des deux pays avant la fin de l'année (dates à confirmer).

Troisième réunion informelle du groupe d'experts chargé d'examiner le guide législatif de l'ONUDC sur la lutte contre la criminalité liée aux produits médicaux falsifiés: bonnes pratiques législatives

Du 10 au 12 septembre 2018, l'ONUDC a organisé sa troisième réunion informelle d'experts sur la législation visant à lutter contre les produits médicaux falsifiés, à Vienne, en Autriche. Cet événement fait suite à l'adoption d'une définition des produits médicaux falsifiés par l'Assemblée



mondiale de la santé en Novembre 2017. Cette activité a été menée conformément à la résolution 20/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. L'objectif de cette réunion était d'élaborer ce guide afin de compléter les dispositions et lois types de l'ONUDC portant sur le contrôle des drogues, le crime organisé, la traite des personnes, le trafic de migrants, le blanchiment d'argent, l'entraide judiciaire et l'extradition. Ce guide législatif vise à faciliter l'évaluation et le renforcement de la législation existante, ou l'adoption de nouvelles lois par les États, et à appuyer le soutien législatif fourni par l'ONUDC et d'autres organisations. Un total de cinq experts (procureurs et responsables réglementaires) provenant de la région d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Bénin, du Sénégal, du Togo, du Nigéria) ont assisté à la réunion.

Nous espérons travailler sur cette thématique avec le réseau WACAP en 2019. Si vous avez de l'expérience dans ce domaine ou si vous êtes intéressé par la thématique, n'hésitez pas à nous contacter.

Activités pour la fin de l'année 2018

Activités	Lieu	Date
8ème Réunion Plénière du WACAP avec ARINWA et le Programme contre le Crime Maritime	Cotonou, Bénin	20-23 Novembre 2018
Atelier de révision des projets de loi sur la coopération judiciaire	Burkina Faso et Mali	A confirmer
Collaboration WACAP/CRIMJUST sur la coopération internationale en matière pénale	Cap-Vert	A confirmer





Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)

Vienna International Centre

Wagramer Strasse 5, A 1400 Vienne, Autriche

Tel: + (43) (1) 26060 **Fax:** + (43) (1) 263-3389 **Email:** wacap@un.org

Copyright © 2018 ONUDC, Tous droits réservés.